

Pourquoi le budget fédéral dévisse

BUDGET Tout le monde s'interroge sur les raisons du dérapage ; l'opposition canarde

► La suédoise met en exergue des recettes en berne, des prévisions de croissance à la baisse et une indexation anticipée.

► La FTGB dénonce une politique économique qui ne crée pas suffisamment d'emplois.

La suédoise serait-elle dyslexique ? À la mi-juillet, le comité de monitoring chiffrait à 2,4 milliards l'effort budgétaire requis pour corriger le dérapage 2016 et maintenir le budget 2017 dans les clous de la trajectoire convenue avec la Commission européenne. À la réflexion, la « facture » s'annonce beaucoup plus élevée : 4,2 milliards – comme si on avait lu les chiffres à l'envers...

L'opposition n'en demandait pas tant pour se déchaîner. Parfois avec ironie : « *Verlan ou cullette ?* », réagissait ainsi vendredi Catherine Fonck, cheffe de groupe CDH à la Chambre. Mais toujours avec tranchant : « *Des chiffres non crédibles* », renchérrissait le député Ecolo Georges Gilkinet. Tandis que, côté PS, le député Ahmed Laaouej dénonçait le « *chaos budgétaire* ».

Sophie Wilmès, la ministre du Budget (MR), est montée vendredi en première ligne pour

rendre des comptes.

1 Des recettes (très) inférieures aux prévisions. D'abord, les recettes s'avèrent nettement inférieures aux prévisions. En juillet, le comité de monitoring estimait que les recettes seraient, en 2016, inférieures de 760 millions par rapport aux prévisions. Selon les estimations actualisées, le SPF Budget s'attend à ce qu'elles soient *in fine* inférieures de 540 millions... par rapport à l'estimation de juillet. Autrement dit : inférieures de 1,3 milliard par rapport aux prévisions initiales. À croire que le cabinet des Finances s'est planté dans les grandes largeurs ? Sophie Wilmès n'est pas le genre à cracher dans la soupe (de son collègue van Overtveld). Elle met en exergue les réformes mises en œuvre par la suédoise, qui modifient les comportements et ainsi rendent plus difficiles les prévisions de recettes fiscales.

2 La révision des prévisions de croissance. Il y a deux semaines, le Bureau du Plan avait une bonne nouvelle, et une mauvaise. La bonne ? La croissance du PIB s'avère être un peu plus rapide cette année, à 1,4 % (contre 1,2 % précédemment estimé). La mauvaise ? La dynamique économique s'essoufflerait l'an prochain, à 1,2 % (contre 1,5 % encore espéré en juin).

Mais il y a un hic. Si la révision à la baisse (pour l'an prochain) dégrade logiquement l'épure

budgétaire 2017 (une croissance plus faible de l'économie se traduit *ipso facto* par une croissance plus faible des recettes fiscales), c'est aussi le cas pour la révision à la hausse cette année.

Cela résulte des règles européennes, qui visent le solde budgétaire dit « structurel » – autrement dit : corrigé de l'impact de la conjoncture. Du coup, une croissance plus vive, comme c'est le cas en 2016, se traduit par une correction plus faible – et donc un déficit structurel plus élevé.

De sorte qu'un effort additionnel est requis cette année – à hauteur de 474 millions.

3 L'indice-pivot dépassé dès l'été 2017. Un troisième facteur contribue à dégrader l'épure budgétaire 2017 : le dépassement de l'indice-pivot – et donc l'indexation des salaires des fonctionnaires et des allocations sociales – interviendra plus tôt que prévu : en août, et non en décembre. Conséquence : les administrations fédérales dépenseront 184 millions d'euros de plus, alors que le déficit de la Sécurité sociale sera plus élevé – de presque 700 millions.

4 La politique économique en cause. La FTGB rendra public lundi son « baromètre socio-économique ». On s'attend à un réquisitoire anti-suédois. Son service d'études en livrait vendredi un aperçu : des données

« *accablantes* » pour ce qui concerne l'emploi. Quel rapport ? Les contre-performances dans ce domaine plombent les recettes fiscales générales de l'État, soutient la FTGB. Les chiffres : le taux d'emploi (en pourcentage de la population entre 20 et 64 ans) a diminué de 0,5 % entre le premier trimestre de 2015 et le premier trimestre de 2016 alors que, dans le reste de la zone euro, on constate un mouvement inverse. Autrement dit : « *Une part de plus en plus*

restreinte de la population belge en âge actif a un emploi. » Pas étonnant que les recettes fiscales ne suivent pas.

À noter que les flèches visant la politique économique du gouvernement fédéral émanent parfois de la majorité elle-même. Eric Van Rompuy (CD&V), président de la commission des Finances, a convoqué (à la demande d'Ahmed Laaouej) les parlementaires pour un débat sur le budget, mardi, qui, à l'entendre, s'annonce brûlant : « *Je suis inquiet. On voit bien qu'il y a un gros problème en recettes fiscales. J'ai toujours dit – avec la Banque nationale, avec la Cour des comptes – que le tax shift poserait problème, qu'il n'était pas financé pour une large part, à hauteur de 6 milliards pour l'ensemble de la législature, et que cela aurait des conséquences*... » ■

D.B. et D.CI

SALAIRES

Bacquefaine hérisse les syndicats

La proposition du ministre des Pensions Daniel Bacquefaine (MR) de troquer une

augmentation salariale immédiate contre des contributions supplémentaires au système de pension complémentaire passe mal auprès des syndicats, alors que la Fédération des entreprises de

Belgique (FEB) se dit, au contraire, prête à entamer le débat. « *Le message du ministre, c'est que les gens vont devoir travailler plus longtemps et qu'en plus, ils devront veiller eux-mêmes à leur pension* », dit-on à la CSC. Dis-

cours identique à la FTGB. La Fédération des entreprises de Belgique (FEB), elle, se dit au contraire « *désireuse d'entamer ce débat, conforme au dernier accord salarial de janvier 2015* ». (b)